

Livre Blanc sur la situation des Droits de l'Homme dans les Provinces du Shaba (Katanga) et du Nord-Kivu

Gouvernement de Transition du Zaïre  
Ministère de la Communication et Presse 1993

## **II. NORD-KIVU LE FEU DANS LA POUDRIÈRE**

Ce n'est qu'au mois de juillet 1993, 160 jours après le début des massacres perpétrés dans cette région que la Mouvance Présidentielle par la voix de M. Kiro Kimathe "ministre" du Contre -Gouvernement mobutiste de M. Birindwa reconnaissait "au moins 2.000 morts" des suites du conflit interethnique au Nord-Kivu dont il est originaire.

Dans une curieuse tentative de banaliser cette hécatombe, Kiro ajoutait avec ironie qu'il n'était pas "plus normal de tuer des enfants en ex-Yougoslavie que de voir des paysans illettrés se massacrer au Zaïre". Et comme pour rassurer tout le monde, l'Ambassadeur de Mobutu à Bruxelles révélait que le Chef de l'État, soudain interpellé par ces événements avait déclaré de se rendre au Nord-Kivu pour "trouver une solution durable à ce problème social complexe".

De fait, ici comme au Shaba, on était en face d'un problème politique artificiellement créé pour entraver le bon déroulement du processus de démocratisation des institutions zaïroises. Il est permis aujourd'hui d'affirmer que le Maréchal Mobutu Sese Seko a personnellement et délibérément provoqué ces affrontements du Nord-Kivu qui ont coûté près de 7.000 vies humaines. En intrigant et en "encadrant" chacune des deux parties à ce conflit : les Hundes-Nyangas d'une part et les Hutus-Tutsis d'autre part. Une stratégie différente de celle mise en oeuvre au Shaba.

Manifestement, les remous de l'après- indépendance et l'incurie gestionnaire du régime de M. Mobutu caractérisés par le désordre économique, la corruption, le trafic d'influence et le clientélisme institutionnalisés ont favorisé des procédures fantaisistes d'attribution de la nationalité dans toutes les régions frontalières du Zaïre qui a neuf voisins.

La Constitution de la Première République avait accordé la nationalité à toute personne résidant sur le territoire du Congo (Zaïre) au moment de l'indépendance en 1960. Une loi adoptée en 1981 par le Conseil Législatif retira la citoyenneté aux groupes dits "immigrés", exigeant une requête formelle et individuelle pour l'acquisition de la nationalité. L'objectif déclaré du législateur de la deuxième République était de mettre un terme aux abus constatés en la matière (octroi automatique de la nationalité à des groupes de ressortissants étrangers).

L'application de cette loi se fit de manière tout à fait débridée : contrairement au principe général qui voudrait qu'une loi ne rétroagisse pas, des citoyens d'origine Hutu -Tutsi virent leur droits acquis remis en cause.

Cette question qui a toujours soulevé des vagues de passion au Nord-Kivu avait donné lieu en 1991 à une tapageuse opération de clarification et d'identification des nationaux qui ne fut en réalité qu'une vaste tricherie dont une des conséquences fut l'exacerbation des atavismes irrationnels. Il y a quatre catégories de ressortissants Hutus et Tutsis dits "Banyarwandas" au Kivu :

- Des citoyens zaïrois à part entière dont les ancêtres vivaient sur le territoire du Congo avant la colonisation belge ;
- Des transplantés arrivés au Congo-Belge avant l'indépendance entre 1936 et 1954 et pour lesquels la nationalité ne pose, juridiquement, aucun problème ;
- Des réfugiés politiques venus par vagues successives à partir de 1959 ;
- Des Immigrés clandestins.

En 28 ans de règne sans partage, le régime Mobutu n'a pas réussi à clarifier la situation des uns et des autres. Au contraire, la plupart des partis et associations proches de la Mouvement Présidentielle ont titillé la fibre des particularismes ethniques chez les uns et les autres depuis le début du processus de démocratisation afin de diviser les forces démocratiques.

Après la dénonciation de ses turpitudes par le Gouvernement Tshisekedi relayé par des sources indépendantes et crédibles, le Président Mobutu déclara avec une incroyable légèreté que tous les Rwandais entrés au Zaïre avant sa naissance (1930) se verraient accordé la nationalité par la grande naturalisation !

Au Nord-Kivu, les ressortissants des différentes ethnies et sous-ethnies sont organisés en association politico-culturelles. Ces "mutualités" fonctionnent comme de véritables partis politiques. En 1990 après le discours réformiste du 24 avril 1990, de nombreux Hutus-Tutsis avaient opté pour des partis de l'opposition dont le CERECA.

Un des principaux sujets de controverse dans la région a toujours tourné autour du rôle et de l'influence de l'intelligentsia hutus-tutsis souvent qualifiée globalement (et abusivement) d'"immigrée" dans la gestion publique et dans le monde des affaires.

Pour une majorité d'intellectuels de la zone de Masisi, les immigrés ont usurpé les droits politiques et surtout économiques durant 27 ans. On rappelle les graves incidents dits de Kanyarwanda de 1964-1965 qui auraient été provoqués par une tentative de conquête du pouvoir à Masisi par les immigrés rwandais. Des caches d'armes seraient disséminées en divers points de la zone de Masisi "prêtes pour la conquête finale de ce territoire". Plusieurs centaines de familles "autochtones" (Hundes-Nyangas) auraient été contraintes ces dernières années de vendre leurs maigres lopins de terres dans la vaste zone forestière de Ntoto aux riches exploitants Hutus-Tutsis qui font "une percée organisée méthodiquement à partir du Nord-Ouest de Masisi et utilisent les petits agriculteurs pour déforester en les poussant toujours plus loin". De l'avis de tous, ces multiples problèmes de convivialité socio-politique avaient pu être gérés par des voies pacifiques, comme en témoignent l'encombrement des Cours et Tribunaux du Nord-Kivu avec des procès en matière foncière.

Les appréhensions, justifiées ou non, de certains leaders Hundes-Nyangas face au dédoublement des structures de l'autorité locale par les ressortissants Hutus-Tutsis à Masisi et Walikale semblent être l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Les Hutus-Tutsis étaient accusés indistinctement d'avoir mis en place une hiérarchie secrète du pouvoir local comprenant exclusivement des membres de leur ethnie sous le couvert d'une association "de type militaro-politique" contrôlée par des Hutus, la MAGRIVI (Mutuelle Agricole de Virunga).

Créée depuis 1990, MAGRIVI semble selon des témoignages concordants, avoir été noyauté par feu Nyamuisi Mvingi, alors homme de paille de Mobutu dans la région qui, avant de mourir début janvier 1993, avait conclu une solide alliance entre des notables de son ethnie Nande et les Hutus de la MAGRIVI. Une alliance scellée par la désignation du Président de MAGRIVI, M. Nyarubwa en qualité de Chef de cabinet du Gouverneur du Nord-Kivu M. Kalumbo qui était pour Nyamuisi ce que Kyungu wa Kumwanza est pour Nguz A Karl I Bond au Shaba.

En tout état de cause, M. Nyarubwa apparaît dans tous les rapports parvenus au Gouvernement de Transition comme le véritable n° 2 de la Province du Nord-Kivu jusqu'au déclenchement des affrontements. Les pouvoirs étendus dont il disposait lui auraient permis d'installer à Masisi mais aussi ailleurs des structures de la Mutuelle qui serviraient de justification aux premiers pogroms, les Hundes-Nyangas, emmenés par un des leurs, un autre allié de Mobutu dans la Territoriale du Nord-Kivu, le Vice-Gouverneur Bamwisho, s'estimant en danger et en droit de se défendre face à ce "dédoublement institutionnel".

Des membres de MAGRIVI ont en effet refusé de se soumettre à tout ordre de la hiérarchie administrative et coutumière établie au Nord-Kivu. Ils ont décidé de ne plus payer d'impôts, empêchant les représentants des pouvoirs publics d'effectuer des missions dans leurs zones d'implantation et récusant les juridictions de l'ordre judiciaire. Il semble qu'il se soit agi au départ d'un mouvement de défi au régime de la Deuxième République comme le Sud-Kivu voisin et d'autres régions en ont connu depuis le début du processus de démocratisation.

Les leaders Hundes-Nyangas proches de la Mouance Présidentielle avaient dénoncé à tue-tête la "subversion" et accusaient, les Hutus-Tutsis de préparer une expulsion massive des autochtones habitant les collines pour les remplacer par de nouveaux immigrants rwandais. On brandit à titre de preuve : une lettre que des notables Hutus auraient adressées au Commissaire de Zone de Walikale pour lui signifier leur refus de collaborer avec lui.

Le problème était réel, bien que d'aucuns parmi les Hutus-Tutsis de nationalité zaïroise trouvent cette généralisation abusive et estiment que c'est aux réfugiés politiques et aux immigrants clandestins qu'il faut attribuer cette usurpation. En effet, pour asseoir son autorité absolue, le régime Mobutu s'est toujours appuyé sur ces groupes dont la fragilité était pour lui un gage de fidélité inconditionnelle à l'endroit du "protecteur".

Peu avant sa nomination comme Vice-Gouverneur du Nord-Kivu, M. Bamwisho alors Commissaire du Peuple (Député de l'ex-parti unique MPR de Mobutu) avait déclaré dans une interview à l'hebdomadaire JUA : "Le Rwanda n'a

qu'à accepter le retour de ses ressortissants au lieu de les laisser errer à travers le monde comme des Palestiniens. L'histoire a démontré que les Tutsis, avides de pouvoir, sont toujours déstabilisateurs. Ils cherchent par tous les moyens à renverser l'autorité établie. Si cela n'est pas possible, Ils préfèrent placer un Zaïrois de leur solde (...). La population de la zone de Walikale m'a élu député pour éviter que la zone ne soit envahie par les Tutsis (...). Notre pensée va tout droit au chef de l'État qui n'a jamais hésité, chaque fois qu'un problème national est posé, de trancher en faveur de ses compatriotes".

C'est dans un tel cocktail détonant que le Haut Commandement des Forces Armées Zaïroises (FAZ), c'est-à-dire le Maréchal Mobutu, dérogea dès le mois de septembre 1992 (quelques jours après l'élection d'Etienne Tshisekedi à la Primature) au sacro-saint principe de la non-affectation des militaires dans leurs régions d'origine. On a assisté alors à l'affectation au Nord-Kivu de militaires ressortissants de cette région. Un mémorandum du 28 septembre 1993 de la population de Masisi demandait au Gouverneur Kalumbo d'intercéder auprès de l'État-Major pour faire muter ailleurs des militaires Hutus-Tutsis parmi lesquels: l'Adjudant Kayidi Dunia et le Caporal Museneza (Sake), le Sergent Habimana (Ruvunda), les caporaux Havuma Nsikundi et Matebuka Habimana (Kirotshe), les caporaux Hutakura, Kazingufu et Mashinye (Kibali), l'Adjudant Katamba Commandant de la place de Ngungu, les Sergents Kamonyo et Nzanakuru, le Sergent Nirambe (Mibanga), le Premier Sergent Nyagurundi (Katoyi), le Sergent Ndeziriyabo (Mweso).

Pour leur part, les ressortissants Hutus-Tutsis se plaignaient le 3 mars dans une note au Gouverneur Kalumbo des exactions commises à leur endroit par des officiers Hundes-Nyangas qui écumaient la région le plus officiellement du monde. Sont cités : le Capitaine Musingi Kisiwa et le Lieutenant Kyakwamungu Ibrahim.

On a pu noter également que plusieurs soldats affectés à la caserne de Rumangabo près de Goma, la capitale provinciale peu avant les événements étaient Hutus-Tutsis. Ils auraient presque tous déserté, emportant armes et munitions pour défendre leurs frères ethniques sans donner lieu à des poursuites pénales que le régime Mobutu semble ne réserver qu'aux hommes politiques, syndicalistes et journalistes qui expriment paisiblement leurs opinions.

En tout état de cause, dans un mémorandum rédigé le 3 juin 1993 à Goma par MM. Vatiri Samari et Nzabara Masensa, la Communauté Hutu-Tutsi du Nord-Kivu "apprécie l'intervention impartiale et efficace du 411ème Bataillon de Rumangabo". Tous les témoignages sont formels: les militaires des FAZ ont attisé le feu des affrontements. En parcourant les rapports établis sur place, on apprend d'une part que les militaires venus du camp Rumagabo (et non des déserteurs car ils ont ensuite regagné la caserne) ont participé aux combats aux côtés des Hutus-Tutsis en incendiant entre autres plusieurs villages Hundes autour de Nyamaboko et Masisi. D'autre part, il a été établi que le long de la "ligne de front", des militaires de la Gendarmerie notamment ont aidé les Hundes à traquer des Hutus. 50 Hutus seront ainsi tués le 23 juin, par des gendarmes de Kikulu aux environs de Nyanzale.

Ces multiples entorses à une norme légale sévèrement respectée dans l'armée zaïroise est révélatrice d'une volonté politique délibérée d'instrumentaliser les forces armées cantonnées dans la région pour entretenir une confusion politique

artificielle. Le Commandement des FAZ a en outre autorisé la "location" des militaires par des riches exploitants agricoles Tutsis pour la protection de leurs fermes. Ces militaires ont régulièrement outrepassé leurs contrats de surveillance et se sont livrés au pillage du bétail, des propriétés dans les villages environnants. Plusieurs voix se sont élevées pour que ces soldats soient retirés mais les désordres qu'ils créaient eux-mêmes ont servi d'alibi à leur maintien sur le terrain. Un véritable cercle vicieux de l'insécurité.

La partie Hutu-Tutsi (plus de 40 % de la population du Nord-Kivu) se serait sentie par ailleurs frustrée par l'attribution unilatérale sous la Deuxième République de près de la moitié des postes de responsabilité dans les institutions publiques du Nord-Kivu à la minorité Hunde-Nyanga (8% de la population) contre 11% aux Hutus-Tutsis." L'impunité du Vice-Gouverneur Bamwisho qui aurait commandité et exécuté le premier massacre du 20 mars 1993 au marché de Ntoto (Walikale), et du Gouverneur Kalumbo jugé responsable du massacre des Hutus-Tutsis de Buabo par un commando conduit par son homme de main, le Chef Munihire de Kaniro le 10 avril, les aurait déterminé à "prendre en main leur défense".

Les massacres à grande échelle ont effectivement débuté le 20 mars à Ntoto mais de nombreux signes avant coureurs furent perceptibles et une volonté politique positive aurait certainement pu éviter les développements dramatiques qui seront enregistrés par la suite.

Ainsi, le 2 février, le Chef de Groupement Malalamiko ya Makaji de Muhanga faisait incarcérer arbitrairement 6 notables banyarwanda.

Le 2 mars, MM. Sebazungu, Sefuza et Mutambusa sujets Hutus-Tutsis avaient été arrêtés par des militaires obéissant au chef de groupement Wetemvahi et atrocement torturés.

Le 8 mars 1993, M. Rwubusisi Khomeje du village Rushuli (paroisse Nyakariba) se plaint auprès du Gouverneur et du Procureur de République de Goma d'avoir été torturé les 14 et 23 février du fait de son appartenance ethnique par des chefs Hundes-Nyangas accompagnés d'éléments des FAZ.

Mais toutes les plaintes relatives aux violations des droits de l'homme déposées auprès des autorités politiques, militaires, administratives et judiciaires sont restées sans écho.

Le 20 mars 1993 à Ntoto (ouest de Masisi), la rumeur s'est répandue qu'un leader Hutu, le Prof. Ntinyumenyerwa de la faculté de Droit de l'Université de Kinshasa, venait d'adresser à ses frères ethniques l'injonction de ne plus accepter d'ordres des responsables territoriaux et coutumiers d'origine Hunde et Nyanga. En tout état de cause, le porteur d'une lettre de M. Ntinyumenyerwa à des membres de la mutuelle MAGRIVI avait été appréhendé (illégalement) sous l'inculpation de "subversion" par le Chef de Poste de Ntoto, M. Amisi Mutshinya, un Nyanga, ce qui provoquera une manifestation de Hutus exigeant la libération de l'homme. Le Chef de Poste décréta alors que les Hutus-Tutsis devaient se préparer à regagner leur pays (le Rwanda) "dans les prochains jours". Avant d'informer les autorités régionales, qu'une rébellion "armée" avait éclaté et que les "Rwandais" avaient décidé de passer

à l'attaque pour chasser tous les autochtones de Masisi endéans une semaine afin de rendre ce territoire au Rwanda auquel il aurait appartenu dans le temps. Les Hutus signalent qu'avant le 20 mars, des notables Nyangas leur avaient signifié qu'ils ne devaient plus planter des palmiers dans leurs propres champs. Les représentants de l'autorité administrative locale sont accusés d'avoir imposé des travaux d'utilité publique et des dîmes obligatoires aux seuls Hutus-Tutsis.

Désigné pour effectuer une enquête, sur ces incidents, le Commissaire de Zone Assistant de Masisi demanda des renforts militaires. Ceux-ci n'arrivant pas suffisamment vite à son goût et devant l'amplification des rumeurs d'une attaque imminente des Hutus-Tutsis, contre les autochtones, qu'on situait même au lundi 22 mars (sans aucune preuve!), il décida avec l'accord du Vice-Gouverneur de mobiliser des bandes de jeunes désœuvrés Hundes-Nyangas pour "assurer sa sécurité". Ce groupe rassemblé théoriquement pour protéger l'émissaire mobutiste est identifié comme responsable du massacre du samedi 20 mars au grand marché de Ntoto. Après avoir bloqué toutes les issues (un pont a même été détruit pour la circonstance), les assaillants ont attaqué à trois heures du matin. Un véritable carnage : à coups de lances, de flèches empoisonnées, de machettes et d'armes à feu, les "Banyarwanda", hommes, femmes et enfants présents au marché ont été tués. Plusieurs dizaines de femmes ligotées ont été emmenées vers une destination inconnue. On estime à plus de 100 morts le nombre de victimes Hutus-Tutsis pour cette seule journée au cours de laquelle plusieurs témoignages révèlent la passivité des représentants des pouvoirs publics.

Dès le lendemain, 21 mars, le carnage s'étendait dans l'ensemble de Masisi : tous les villages sont visités par des bandes excitées qui tuent et brûlent des cases. C'est un dimanche et des fidèles Hutus sont poursuivis jusque dans des églises et abattus. Plusieurs victimes seront noyées dans la rivière Lowa.

Les 9 et 10 avril, un groupe de 11 militaires des FAZ a assassiné plusieurs dizaines de ressortissants Hutus et Tutsis à Kaniro (Masisi) et à Buabo. Le jour suivant (11 avril), ils fusillaient 12 innocents à Muvumu et incendiaient près de 300 maisons d'habitations.

Le 13 avril 1993 toutes les habitations du villages de Kalangala ont été incendiées.

Le 14, trois personnes étaient tuées par des assaillants Hundes dans une ferme de Kaniro et quatre autres sur la montagne de Kahongore. Le 21 avril, Bulindi, une localité habitée par les Hutus dans la collectivité locale de Katoyi est incendiée, suivie le lendemain des villages de Bwenaleme, Cyungo, Kahanga et Mutungo.

Organisés en groupes d'autodéfense armés, les Hutus-Tutsis de Mahanga, Burora, Buabo, Shoa et Chamarambo se livraient à leur tour dès la mi-avril à des actions de rétorsion contre les communautés Hundes et Nyangas. Ces représailles feront plusieurs centaines de morts. Le 18 juin 1993 le "Conseil des Ministres" de la Mouvement Présidentielle (gouvernement Birindwa) annonçaient que la paix venait d'être rétablie au Nord-Kivu. C'est pourtant au cours de cette même période (mi-juin) que la violence interethnique déborda Masisi et Walikale pour se répandre au nord, vers Bwito (Rutshuru) et Lubero, des zones où les ONG locales ont signalé la

présence de plus de 100.000 réfugiés fuyant les sévices. Le gouvernement de la Mouvance mobutiste venait en réalité d'interdire un conclave pour la paix programmé pour la deuxième quinzaine du mois de juin par toutes les associations de la très influente Société Civile du Nord-Kivu. Aucune justification ne fut donnée de cette mesure mais on croit savoir qu'il leur était fait grief de leur autonomie par rapport au régime Mobutu. Ce dernier organisera une "Commission interethnique officielle de réconciliation" regroupant en fait quelques caciques à sa dévotion. Cette Commission boudée par tous les leaders locaux ne proposa comme solution que le renforcement de la présence militaire dans la région. Sans tenir compte du fait que les militaires une fois sur le terrain, louaient leurs services au plus offrant. De riches fermiers Tutsis en auraient profité pour payer des soldats en vue d'actions de représailles contre les Hundes-Nyangas.

Sur la ligne de front Buito-Rutshuru, on a vu des Hundes soutenus par les militaires s'en prendre aux Hutus. C'est l'explication du massacre de 50 hutus perpétré le 23 juin à Kikuku près de Nyanzale par des éléments des Forces Armées. La journaliste néerlandaise Els de Temmerman, entrée clandestinement au Nord-Kivu, a ainsi signalé des raids meurtriers opérés à Rutshuru (Kibirizi) par près d'un millier de "rebelles" Hundes surgis de la forêt qui sympathisaient avec les gendarmes. Ce groupe se livrera à des exécutions massives de Hutus à Bihudule, Bulindi et Ikobo.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'il existe dans le Nord-Kivu un état de guerre larvée entretenu artificiellement par le régime de la Deuxième République depuis 1986, particulièrement à Beni et Lubero.

Situées au Nord-Est du Zaïre, dans la partie nord de la Région du Nord-Kivu, à cheval sur l'Équateur, les Zones de Beni et Lubero hébergent les Nandes, l'autre grande ethnie du Nord-Kivu qui se retrouve aussi de l'autre côté de la frontière en Ouganda. L'exploitation de certains métaux précieux notamment l'or et la cassitérite, qui a enrichi rapidement et illicitement certains membres de l'oligarchie mobutiste a provoqué une effervescence criminogène dans la région.

Les incidents datent en fait du mois de mai 1986. À cette date, les habitants de la Zone de Beni, étonnés, ont vu arriver et s'installer de nombreux militaires des unités spéciales des FAZ (bérets verts).

La raison officielle de ce déploiement de forces était une attaque des "dissidents" zaïrois (lumumbistes) à partir de l'Ouganda, via le massif du Ruwenzori. Ces derniers, "opposants" au régime de Mobutu, auraient décidé de le renverser à partir de ce coin perdu à plus de 3.000 kilomètres du siège des institutions ! Au cours de ces 7 ans de "guerre" notre armée n'a enregistré aucune perte en vie humaine, aucun "rebelle" n'a pu non plus être capturé. Seuls des villageois "pris entre deux feux" ont été tués. Rien que des échanges de coups de feu, de temps en temps... Drôle de guerre ! La réalité sur le terrain est toute autre : il n'a jamais existé de rebelles au Nord-Kivu. Il n'y a jamais eu d'attaque à partir de l'Ouganda ! C'est un scénario monté de toute pièce, à partir de Kinshasa, pour enrichir une bande d'intrigants à la Présidence de la République. Exploitant abusivement la paranoïa légendaire de Mobutu, ces messieurs ont reçu les pleins pouvoirs (et tous les moyens financiers subséquents) pour mettre fin à "l'insurrection". La stratégie est

imparable : l'état de siège étant décidé et les Zones de Beni et de Lubero étant déclarées "zone opérationnelle militaire" un budget spécial et une ration conséquente pour les troupes devaient, en principe, y être envoyés régulièrement. Tout est partagé à Kinshasa par certains gradés de l'armée et les comploteurs parmi lesquels des originaires de la contrée concernée qui y font de temps en temps une visite pour monter des mises en scène destinées à maintenir l'irascible Maréchal à la "bonne température". Entre-temps, les troupes abandonnées à elles-mêmes étaient obligées de vivre sur le dos de la population. Conséquences : les pillages, les vols, les viols et les extorsions étaient devenus le lot quotidien des paysans nord-kivutiens.

Ainsi donc, l'armée a entretenu depuis 1986, un climat de terreur au Nord-Kivu grâce à une opération qu'elle a dénommée "promenade disciplinaire".

Lorsqu'en 1987, la presse belge a dénoncé les exactions commises par les soldats au Nord-Kivu en donnant force détails, en l'occurrence les noms d'une cinquantaine de villages incendiés ainsi que ceux de centaines de victimes, parmi lesquelles des gens, abattus à bout portant, des filles mineures et des mères de famille violées soit en présence de leurs parents, soit devant leurs maris, Mobutu fit rentrer précipitamment dans les casernes quelques unités des fameux "bérêts verts". Ce n'était qu'une pirouette car peu après, ces soldats reprenaient leur "promenade disciplinaire" déguisés en gardes forestiers : ils avaient simplement troqué leur "tenue léopard" pour l'uniforme "des gardes zaïrois du Parc". Les nouveaux "gardiens" du Parc de Virunga dont le nombre a régulièrement augmenté ont honoré la triste réputation des Forces Armées Zaïroises.

Sept ans après le déclenchement de cette "promenade disciplinaire", de l'armée mobutiste, on peut se hasarder à donner quelques chiffres:

1. Entre 500 à 1.000 personnes assassinées, très souvent horriblement mutilées.
2. Plus de 200 personnes disparues après leur arrestation par l'armée.
3. 57 villages incendiés.
4. Plus de 1.000 cas de viol signalés (le chiffre noir ici est particulièrement élevé du fait de l'attitude de plusieurs victimes qui préfèrent souffrir en silence plutôt que d'être stigmatisées par l'infamie).
5. Butembo, la principale localité des Banande a été mise à sac, plus de 4 fois. Chaque fois, les habitants ont dû fuir dans la brousse.
6. La mission catholique de Kyondo est aujourd'hui vide. Tous les habitants (20.000) ont été chassés par les bérêts verts qui ont occupé leurs maisons. Ce village étant le seul qui ait été électrifié (par les missionnaires), les militaires avaient décidé simplement de s'installer à la place des propriétaires sans même un début de procédure de réquisition !
7. Le Groupement Watalinga a vu tous ses habitants (32.000) fuir soit en Ouganda, pays voisin, soit à Beni, chef-lieu de la Zone à cause des exactions des militaires zaïrois.

À Beni et à Butembo comme ailleurs au Zaïre, les milices mobutistes se sont rendus coupables de massacres, d'assassinats, de vols, de viols, de pillages et de toutes sortes d'exactions à l'encontre des populations civiles.



Parmi les cas de viol les plus ignobles, on peut relever le viol à Lume, le 27 juillet 1987, par les bérets verts de gamines de 8 à 15 ans : Kamala (8 ans), Kyakimwa Rose (10 ans), Vira Bayira (13 ans), Kitsa (11 ans) devant ses parents et Kavugho Pauline (15 ans).

Les cas d'assassinats sont multiples. On peut épingleur celui de ces trois écoliers décapités dont les têtes ont été promenées à travers toute la cité de Beni pour "démontrer à la population que les rebelles existent réellement et ce qui arrivera à quiconque sera accusé de collaborer avec eux". On croit savoir que c'est la manière la plus efficace trouvée par la soldatesque pour briser la résistance de ceux qui ne se pliaient pas à leurs exigences (extorsions, chantage).

Adam Muheli, un notable de Matolu de retour d'Ouganda où Il avait fui les exactions (dans le cadre d'un programme de rapatriement de l'UNHCR) fut abattu le 6 août 1987 dans la localité de Muramba par des soldats qui l'accusaient d'être un espion. Ses proches furent contraints de pratiquer l'anthropophagie en mangeant sous la menace des morceaux de son corps grillé.

Plus récemment encore, après avoir incendié 640 maisons dans la région d'Irungu (derrière la mission catholique de Kyondo), les militaires ont tranché la tête et les mains d'un catéchiste "récalcitrant" qu'ils ont promenées dans les villages environnants ...

Les militaires en promenade disciplinaire au Nord-Kivu sont devenus tous des commerçants. Le café, l'or et d'autres denrées extorquées sont revendus, en fraude, en Ouganda.

Il faut également noter que ces militaires s'en prennent non seulement aux hommes, mais également à la nature. Le Parc de Virunga, qui est un patrimoine mondial, se meurt petit à petit. La viande de ses animaux protégés qui est très recherchée, les défenses de ses éléphants et les cornes de ses rhinocéros constituent actuellement un commerce très prospère. Les plus belles espèces animales que nous avons, sont ainsi abattues quotidiennement.

Cette situation découle de deux sortes de causes :

Historiquement, les Banandes sont avant tout un peuple d'agriculteurs. Mais depuis la rébellion de 1964, ils se sont massivement reconvertis dans le commerce et les trafics divers.

Depuis quelques années, le commerce au Nord-Kivu est devenu très florissant. Les liens économiques se sont petit à petit distendus entre Kinshasa et les opérateurs économiques de cette région autosuffisante qui, via l'Afrique de l'Est, ont préféré traiter directement avec les grands centres de commerce mondiaux que sont Hong-Kong, Dubaï, Tokyo... Du coup, ce sont également les télécommunications qui se sont développées ici : télévision, phonie; téléphone... Cette évolution vers plus d'autonomie a été suivie avec beaucoup de suspicion dans les allées du pouvoir mobutiste. ou la logique prédominante est de transformer tous les Zaïrois en des obligés de la "magnanimité du Guide" ("Ce peuple me doit tout").

Butembo l'opulente et Beni l'irrespectueuse sont donc devenues des villes à punir : il fallait trouver une raison. L'enrichissement facile des acteurs a exacerbé leur zèle.

La situation politique du pays ayant évolué négativement pour l'oligarchie mobutiste, la politique de la terre brûlée est devenue le cheval de bataille des nostalgiques des heures glorieuses d'un Parti-État triomphant.

L'offensive terroriste menée au Nord-Kivu entre dans le cadre des tensions artificielles dans lesquelles le régime Mobutu s'est spécialisé.

En entretenant un climat de terreur, les militaires ont empêché la population laborieuse du Nord-Kivu de vaquer aux tâches de développement et de s'organiser pour la conquête de nouveaux espaces de liberté.

Des milliers de personnes ont dû fuir à Beni et en Ouganda. Dans ce pays voisin, les réfugiés se retrouvent dans les districts de Kasese (Bwera, Mulingoti) et de Fort-Portal (Kyaka I Refugee Settement Camp). Très souvent, les membres d'une famille sont séparés les uns des autres.

Des milliers de maisons ont été incendiées : leurs propriétaires se retrouvent ainsi sans logis.

Des milliers d'enfants sont aujourd'hui orphelins après l'assassinat de leurs parents. Les traumatismes qui en découlent ne disparaîtront pas de sitôt.

Après que trois écoliers aient été décapités, les élèves ont préféré fuir les cours de peur de subir le même sort.

Il convient d'observer que le comportement sexuel criminel et débridé de la soldatesque a contribué à propager diverses maladies sexuellement transmissibles (particulièrement le SIDA) dans le théâtre de leurs opérations.

Sur le plan économique, les champs fertiles n'ont plus été cultivés de manière régulière, de par l'insécurité qui règne sur la région. Il en est de même de la plupart des maisons commerciales qui ont arrêté leurs activités, à cause des pillages et de l'insécurité généralisée.

Le quotidien belge "Het Belang van Limburg" titrait dans son édition du 3 février "Terreur au Kivu" : L'armée zaïroise assassine des paysans démunis. Les témoignages de milliers de Zaïrois qui ont fui en Ouganda ont été enregistrés par l'Organisation humanitaire belgo-zaïroise MSAADA Association qui a travaillé en Ouganda avec l'aide de l'Église Catholique et d'ONG belges et néerlandaises (NCOS, CNCD, Broederlijk Delen, Caritas Neerlandica, X-Y Beweging). Une liste détaillée des principales localités d'origine des Zaïrois ayant fui en Ouganda pour échapper aux exactions des membres des FAZ depuis 1987 ainsi que des victimes des exactions des membres de FAZ en "promenade disciplinaire" au Nord-Kivu a été rendue publique par MSAADA-Association.

Le 6 juillet 1988, le Parlement Européen a condamné les massacres, assassinats, viols, vols, pillages et exactions perpétrés par l'armée zaïroise en

l'encontre des populations civiles dans la Région du Nord-Kivu. L'organe législatif de la CEE a demandé aux États membres d'exercer des pressions sur M. Mobutu pour que cessent ces exactions.

Il y a lieu de noter également qu'Amnesty International a mobilisé ses membres en faveur de la population martyre du Nord-Kivu dans son document, "Republic of Zaïre : Amnesty International Concerns Between January 1987 and January 1988, AI index : AFR 62/01/88".

Les témoignages recueillis auprès des réfugiés du Nord-Kivu en Ouganda par les enquêteurs de MSAADA-Association, sont accablants pour les Forces Armées Zaïroises, spécialement le 411ème bataillon cantonné à Rumangabo (le même qu'on retrouvera en 1993 aux premières lignes des affrontements interethniques).

Lorsqu'on sait que l'armée zairoise n'a qu'un seul chef, Mobutu, Il y a lieu de remonter la filière et d'établir les responsabilités individuelles.

Il est utile de souligner à cet égard que l'officier supérieur qui a dirigé les opérations militaires sur Beni en 1986, et qui commande toujours le 411ème est le Colonel Mbudza Mabe, l'ancien garde de corps du Président Mobutu.